

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

CH. BOURNISIEN

Fécondité française (suite et fin)

Journal de la société statistique de Paris, tome 50 (1909), p. 474-486

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1909__50__474_0

© Société de statistique de Paris, 1909, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

II

FÉCONDITÉ FRANÇAISE

(Suite et fin [1])

Par rapport à sa population, la France a une proportion moyenne d'individus engagés dans l'industrie; mais, comme elle contient moins d'enfants et plus de vieillards que les autres pays (2), cette proportion pourrait être inexacte. Il vaut mieux comparer le personnel de l'industrie à la population adulte : voici les résultats de cette comparaison :

Nombre d'adultes occupés dans l'industrie dans différents États (3)

États	Population de 15 à 64 ans	Population industrielle	Sur 100 adultes (de 15 à 64 ans) combien dans chaque pays sont occupés dans l'industrie
Russie d'Europe	53 460 459	4 077 105	7,62
Empire allemand	34 001 938	8 281 220	23,1
Autriche-Hongrie	27 527 368	3 902 723	14,17
France	25 177 815	6 162 559	24,47
Royaume-Uni	25 045 962	9 977 065	39,83
Italie	19 346 914	3 989 816	20,61

L'Angleterre est le pays où le goût de l'industrie est le plus prononcé; la France, l'Allemagne, l'Italie ont à peu près même proportion de personnel industriel; le taux de la natalité étant très différent dans tous ces pays, aucun lien ne semble exister entre la fécondité et le développement de l'industrie.

Le nombre relatif des salariés est, d'autre part, à peu près le même en France, en Allemagne et en Autriche, dans la période 1880-1900 :

Proportion de salariés dans l'industrie, dans divers États (4)

États	Années	Sur 100 « industriels » combien de salariés
France	1896	76,5
	1901	74,6
Allemagne	1882	62,8
	1895	74,2
Autriche	1890	79,2
Danemark	1890	49,0

Enfin, en comparant deux à deux la France et la Belgique, la France et l'Allemagne, au point de vue de la concentration industrielle, on remarque que la grande

(1) Voir le présent Journal, numéro de septembre, p. 417.

(2) Pour 1.000 habitants, on compte en moyenne, vers 1900, dans 16 pays d'Europe, 41 hommes et 46 femmes de 60 ans et plus; en France, la proportion est de 59 hommes et 68 femmes. De même, 225 garçons et 222 filles de 0 à 19 ans en Europe, 173 garçons et 173 filles en France (*Annuaire statistique*, année 1906, p. 8-18).

(3) *Recensement de 1901*, t. IV, p. 973-985 (pour la détermination du nombre d'individus des deux sexes, âgés de 15 à 64 ans); p. 986-987 (pour l'effectif industriel). Il y a une légère erreur à ne pas compter les adultes de moins de 15 ans; en Allemagne, en 1895, 9,79 adultes pour 1.000 actifs ont moins de 14 ans).

(4) Pour la France, *Recensement de 1901*, t. IV, p. 176; pour l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, LANDRY, *op. cit.*, p. 685-686.

industrie présente la même importance en France qu'en Allemagne, mais qu'elle est proportionnellement moins importante dans ces deux pays qu'en Belgique :

Concentration industrielle en France, en Allemagne et en Belgique (1)

Désignation du genre d'entreprises	États	Entreprises occupant	Personnel	Sur 1000 employés et ouvriers, combien dans chaque groupe
Établissements	France	plus de 100 ouvriers	1 124 000	361
Gesamt Betriebe	Allemagne	id.	2 368 000	366
Établissements	France	plus de 50 ouvriers	1 331 000	439
Entreprises complexes.	Belgique	id.	424 000	597

Or, en Allemagne et en Belgique, on groupe sous le nom d'entreprise tous les établissements dépendant d'une même raison sociale, tandis qu'en France ces établissements sont généralement classés en entreprises distinctes ; la concentration industrielle paraît donc moins forte en France qu'elle ne l'est en réalité (2) : il faudrait relever légèrement les proportions obtenues pour la France, qui se placerait alors entre l'Allemagne et la Belgique, pays, l'un de forte natalité, l'autre de natalité moyenne. Ainsi, pas de résultat décisif.

La petite industrie est, par contre, beaucoup plus développée en France qu'en Belgique :

Petite industrie en France, en Allemagne et en Belgique (3)

États	Établissements occupant	Personnel	Sur 1000 employés et ouvriers, combien dans chaque groupe
France	de 1 à 4 ouvriers	807 000	263
Belgique	id.	105 000	149
France	de 4 à 5 ouvriers	889 000	286
Allemagne	id.	1 905 000	294

Mais il y a égalité de proportion entre le personnel de la petite industrie en France et en Allemagne.

Ainsi, une comparaison de l'organisation industrielle dans les pays limitrophes de la France ne peut rien faire préjuger, quant à son influence sur la natalité.

Si, au lieu de comparer deux nations, on étudie deux départements français, on constate que, là où l'activité industrielle est la plus intense, la fécondité est assez élevée (sauf dans le Rhône (4) et dans les Ardennes) :

Fécondité dans les départements les plus industriels (5)

Départements	Personnel industriel sur 100 actifs (sexes réunis)	Fécondité moyenne des trois périodes 1860-1862, 1890-1892, et 1901
Nord	64,15	19,93
Belfort	60,10	18,86
Loire	57,27	17,66
Bouches-du-Rhône	54,94	17,28
Rhône	54,23	12,73
Meurthe-et-Moselle	53,46	15,25
Ardennes	52,60	13,87
Vosges	51,67	17,29

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, numéro de juillet 1902, p. 464 et 467. On ne peut pas comparer ensemble la France, l'Allemagne et la Belgique, parce que les catégories d'entreprises ne sont pas les mêmes.

(2) *Bulletin* cité, p. 464.

(3) *Ibid.*, p. 464-467.

(4) Dans le Rhône l'infécondité s'explique par la présence de Lyon.

(5) Ces départements sont ceux qui possèdent, dans la population active, au moins la moitié de per-

Dans ces départements, les ouvriers des établissements de plus de 100 ouvriers sont très nombreux :

**Nombre de salariés de la grande industrie
par rapport aux salariés de l'industrie (1)**

Départements	Combien de salariés de la grande industrie (établiss. de plus de 100 ouvriers)	
	sur 100 actifs (deux sexes)	sur 100 salariés (deux sexes)
	Nord	50
Belfort	67	83
Loire	42	60
Bouches-du-Rhône	22	35
Rhône	19	36
Meurthe-et-Moselle	49	71
Ardennes	31	48
Vosges	42	64
Moyenne de la France	23	39

Mais il faut savoir si l'effectif des travailleurs est assez important pour influer sur la natalité. Or, des 16 départements les plus riches en industrie, sept seulement comptent dans la population féconde au moins un quart d'ouvriers, et un septième d'ouvriers des grands établissements (2) :

Nombre de salariés par rapport à la population féconde (3)

Départements	Population en âge de fécondité	Nombre total de salariés	Nombre de salariés de la grande industrie	Fécondité moyenne des périodes 1880-82, 1890-92, 1901	Fécondité en 1901
Nord	549.635	385.736	251.293	19,93	17,29
Belfort	46.435	18.941	15.297	18,86	17,55
Loire	299.361	111.990	67.686	17,66	14,82
Meurthe-et-Moselle	235.187	70.729	50.497	15,25	15,52
Vosges	190.363	66.931	42.929	17,29	16,88
Pas-de-Calais	400.839	135.644	84.828	21,04	20,81
Seine-Inférieure	375.645	111.805	56.240	19,17	17,40

On peut résumer ainsi le tableau ci-dessus :

Départements	La population féconde comprend :		Fécondité
	comme salariés	comme salariés de la grande industrie	
Nord	1/2	1/3 (environ)	élevée
Belfort	1/3 (environ)	1/3	élevée
Loire	1/3	1/4	moyenne
Meurthe-et-Moselle	1/3 (environ)	du 1/4 au 1/5	assez élevée
Vosges	1/3	du 1/4 au 1/5	assez élevée
Pas-de-Calais	1/3	du 1/4 au 1/5	très élevée
Seine-Inférieure	du 1/3 au 1/4	du 1/6 au 1/7	élevée

sonnes engagées dans l'industrie. Des dix départements qui comptent un personnel industriel d'au moins 40 %, deux sont féconds (Pas-de-Calais, Seine-Inférieure), quatre moyennement féconds (Aisne, Isère, Marne, Gard), quatre inféconds (Seine-et-Oise, Oise, Somme, Aube). *Recensement de 1901*, t. IV, p. 126.

(1) *Recensement de 1901*, t. IV, p. 192.

(2) Dans les neuf autres départements ces deux rapports n'atteignent pas un dixième.

(3) Comme population féconde on prend le total des hommes de 18 à 50 ans et des femmes de 15 à

Là où l'on constate un grand nombre de salariés de l'industrie, on constate également une fécondité élevée. Inversement, les régions les plus stériles sont celles où l'industrie est faible, la grande industrie rare :

Personnel industriel dans les dix départements les moins féconds (1)

Département	Nombre de salariés		Personnel industriel pour cent actifs (3 sexes)	Nombre de salariés de la grande industrie pour cent actifs
	des établissements	des établissements de plus de 100 ouvriers		
Lot-et-Garonne	13.262	1,668	21,32	5
Gers.	5.709	»	16,08	1
Gironde	53.919	10,852	38,59	10
Tarn-et-Garonne.	8.430	1,314	22,47	6
Indre-et-Loire.	21.893	2,261	31,30	5
Aube	27.976	11,708	44	23
Haute-Garonne	28.455	5,603	29,67	9
Yonne.	14.600	1,341	25,48	4
Charente-Inférieure.	21.223	4,369	26,98	9
Orne.	28.052	6,971	39,09	15
Moyenne de la France.			36,57	23

Le salariat industriel, et surtout le salariat de la grande industrie, semblent favoriser une prolifération abondante ; et c'est une conséquence logique de l'organisation industrielle ; ouvriers ou travailleurs isolés, tous les salariés habitent les faubourgs des grandes villes ou les grands centres manufacturiers. Il y forment des groupes très denses et souvent misérables, que l'incertitude du lendemain, la menace des grèves et des faillites habituent à l'insouciance ; et, comme le défaut d'instruction, ou la faiblesse des salaires, ou la satisfaction de besoins coûteux les empêchent de briguer des fonctions publiques, ou de réaliser des économies — leur interdisent, en un mot, de s'élever au-dessus de leur situation — ils vivent au jour le jour, s'abandonnent sans réserve au plaisir des sens, et sont d'autant plus prolifiques qu'ils savent l'usine plus prospère et mieux disposée à payer le travail de leurs enfants

Ces considérations ne s'appliquent pas à la classe industrielle tout entière. Elles n'atteignent pas les comptables, les inspecteurs, les employés principaux : tous ceux, en général, qui, en guise de salaire, touchent un traitement fixe, et vivent d'un travail plutôt intellectuel. Ceux-là se rattachent par leur mentalité, leurs occupations, — et sans doute par leur oliganthropie — aux autres classes de la société,

45 ans (*Recensement de 1901*, t. IV, p. 26-27). Le chiffre obtenu est un peu inférieur à la population réellement féconde. Voici les limites de l'erreur du calcul consistant à considérer tous les ouvriers comme âgés de 18 à 50 ans, ou de 15 à 45 ans : 29,99 % des ouvriers sont âgés de moins de 18 ans ou de plus de 50 ans, 17 % des ouvrières ont plus de 45 ans (*Recensement de 1901*, t. IV, p. 223). Il y a donc moins de salariés dans la population féconde que n'en indiquent les proportions du tableau ci-dessus. Il n'est d'ailleurs pas possible de calculer combien d'ouvriers d'industrie sont, dans chaque département, âgés de 18 à 50 ans.

(1) *Recensement de 1901*, t. IV, p. 192. Ces résultats sont confirmés par l'étude de la concentration industrielle faite par M. March, *op. cit.*, p. 81-82. Il a remarqué que, dans 32 départements à caractère industriel, la natalité a d'autant moins baissé que la proportion d'ouvriers de la grande industrie était plus forte.

Natalité dans le commerce, les professions libérales, etc. — Le commerce, les carrières libérales, les services publics fournissent, environ, un cinquième des naissances annuelles. Celle de ces professions qui exerce le plus d'influence sur la natalité, le commerce, n'y entre que pour 6 %. Il serait, par suite, sans intérêt de rapprocher le nombre des fonctionnaires ou des commerçants de la fécondité générale d'un département, et ce n'est que par l'expérience, par des observations personnelles, qu'on peut évaluer leur fécondité. Cette méthode est facile à employer parce que ces classes vivent sous nos yeux. Domestiques, fonctionnaires, artistes et rentiers habitent les villes, auxquels ils impriment des mœurs, une physionomie propre ; chacun de nous en connaît un certain nombre, et peut témoigner que leur oliganthropie est générale. Elle résulte de causes différentes suivant les professions : dans le commerce, le nombre trop considérable de détaillants et de petits établissements limite les profits, et n'assure à chacun qu'une position et des gains médiocres. Or, dans les villes, l'éducation, l'entretien des enfants sont chose coûteuse, dont les frais font reculer les parents prévoyants. De plus, l'ambition générale des commerçants, c'est d'amasser une fortune petite ou grande, afin de pouvoir se retirer et se reposer ; et les familles nombreuses sont un obstacle à la réalisation de ce désir. Enfin, il se manifeste aujourd'hui, dans le haut commerce, un besoin de paraître et de jouir, inconciliable avec une abondante prolifération (1). Chez les fonctionnaires et dans les professions libérales, c'est plutôt la cherté de l'existence, la difficulté de faire vivre une famille nombreuse avec un traitement modeste, qui limitent la fécondité. Le vêtement, la nourriture, le logement grèvent lourdement les petits budgets, et tout enfant nouveau est une nouvelle charge, quand les parents, surtout, veulent garder une certaine tenue, une certaine aisance apparente, ce qui est le cas général. Et cette catégorie de petits bourgeois est nombreuse, on peut l'évaluer à un million et demi de ménages (2). C'est dans cette classe que la question des dots est la plus âpre, parce que les fonctionnaires et les employés ne frayent pas avec les commerçants. Les jeunes filles ne veulent pas épouser des artisans, et prétendent se marier dans leur milieu ; aussi, dans les familles besogneuses, mais imbues de préjugés tenaces, la naissance d'une fille est-elle souvent considérée comme une calamité.

Parmi les personnes attachées aux soins personnels, les domestiques, qui sont les plus nombreux, ne peuvent guère avoir d'enfants, parce qu'ils ne trouveraient pas à se placer avec eux, et devraient s'en séparer à des conditions onéreuses. Enfin, chez les rentiers et dans les classes aisées, l'oliganthropie dérive de la vanité, de l'ambition, de l'amour et de la crainte aussi de morceler les héritages. Et dans le terme de « classes aisées », il faut englober non seulement les riches oisifs, mais les hauts fonctionnaires (3), les grands industriels, les gros commerçants, tous ceux qui vivent « à l'aise », dans chaque profession.

(1) On peut encore signaler, pour le commerce, la difficulté d'élever des enfants dans une étroite arrièreboutique, le désir fréquent de leur donner une bonne éducation, des habits élégants, des talents d'agrément..., etc. et par suite la nécessité d'en avoir peu.

(2) D'après les statistiques des loyers et de la contribution mobilière, on peut calculer qu'à Paris, 560.000 individus ont un revenu de 1.400 à 7.000 francs, et en province 2.398.000. Le total est de 2.958.000. (Cf. LANDRY, *op. cit.*, p. 730). Or, dans les professions libérales (chefs d'établissements exclus), le coefficient de nuptialité est de 41,79 et de 63,70 dans les services de l'État ; soit, en moyenne, 52,74. Environ 1.600.000 ménages auraient un revenu de 1.400 à 7.000 francs. Pour les coefficients de nuptialité, voir *Recensement de 1901*, t. IV, p. 237.

(3) En particulier pour les fonctionnaires, M. J. Bertillon a démontré que, à mesure qu'on s'élevait

Natalité et richesse. — Ce fait d'expérience peut-il être généralisé? et peut-on trouver une relation entre la natalité et la richesse? S'il en existait une, la répartition de la fortune privée devrait être différente, en France, et dans les nations prolifiques. Voici, d'après les statistiques des successions, quel serait l'échelonnement des patrimoines en France et en Angleterre, vers 1900 (1) :

Échelonnement des successions dans deux pays

Limites des successions	Nombre de successions		Pour cent du nombre	
	en Angleterre (1901-1902)	en France (1905)	en Angleterre	en France
Inférieures à 25.000 francs . . .	41.781	348.273	68,05	90,45
De 25.000 à 250.000 francs . . .	15.773	33.784	25,63	8,79
De 250.000 à 650.000 francs . . .	2.246	1.891	3,65	0,49
Supérieures à 650.000 francs . . .	1.594	1.071	2,62	0,27

La fortune serait donc beaucoup plus divisée en France qu'en Angleterre; la comparaison avec les autres pays n'est pas possible. Mais la concentration de la richesse n'est pas moins active en France que dans les autres nations, car la moitié du total des successions de 1905 y formait le patrimoine de 2.962 individus (2), et 15,10 % de la population y posséderaient plus de 10.000 francs (3). En Prusse, en 1899, 13,88 % de la population détenaient 7.500 francs et plus (4).

Ainsi, en France, comme ailleurs en Europe, on rencontre un très grand nombre de petites fortunes, un très petit nombre de grandes fortunes. Cette inégalité de répartition de la richesse met en lumière l'inconvénient de comparer la fortune moyenne d'un département avec sa fécondité, car on suppose ainsi que chaque habitant possède autant que son voisin : ce qui n'est pas exact. Mais le taux de l'annuité successorale est un assez bon indice de la prospérité d'un pays (lorsque la période étudiée et le pays considéré sont suffisamment étendus). En rapprochant l'annuité successorale moyenne des années 1876-1880, de la natalité correspondante, dans chaque département, M. Rallqvist a remarqué que la natalité diminuait dans la même mesure que s'élevait la somme des valeurs successorales (5). Un semblable calcul, pratiqué sur les années 1905, 1906, 1907, conduirait au même résultat. C'est une

dans la hiérarchie, la natalité s'affaiblissait. La démonstration n'est pas irréfutable, parce qu'il faut tenir compte de l'âge qui n'est pas le même chez un directeur et un expéditionnaire de ministère, mais le phénomène n'en est pas moins caractéristique.

(1) Pour l'Angleterre, LANDRY, *op. cit.*, p. 738. Pour la France, *Annuaire statistique*, année 1906, p. 227. La statistique française ne donnant que les limites : 10.000, 50.000, 500.000, 1.000.000, j'ai supposé qu'il y avait autant de successions de 10.000 à 25.000 francs que de successions de 25.000 à 50.000 francs, etc.

(2) *Annuaire cité*, p. 227.

(3) Cette proportion repose sur ce fait que depuis 1902 il y a un nombre à peu près constant de successions déclarées et de successions de plus de 10.000 francs. Il y a eu, en moyenne, en 1902-1907, 384.000 successions annuelles et 58.000 successions de plus de 10.000 francs. Le rapport est de 15,10; j'ai supposé qu'on pouvait l'étendre à la population entière (*Annuaire statistique*, 1906, p. 78 et *Bulletin de statistique et de législation comparée*, octobre 1908, p. 331).

(4) LANDRY, *op. cit.*, p. 739.

(5) M. Rallqvist comparait la moyenne des valeurs successorales par tête d'habitant dans chaque département avec la fécondité des femmes de 15 à 49 ans; il constatait que la natalité s'abaissait régulièrement, à mesure que la moyenne successorale s'élevait (LEVASSEUR, *op. cit.*, t. III, p. 178).

indication que la fécondité et la richesse s'excluent mutuellement (1). Mais on n'aura une preuve décisive de ce fait que le jour où on connaîtra *directement* la natalité chez les individus qui possèdent, par exemple, moins de 10.000 ou plus de 100.000 francs. Cette statistique serait facile à dresser si l'administration des finances consentait à faire figurer sur les feuilles de taxation, des renseignements sur l'état de famille.

Supposons qu'une telle enquête démontre que la natalité et la richesse s'opposent rigoureusement. Que pourrait-on en conclure? Que l'intérêt et le calcul croissent avec la fortune et limitent de plus en plus la fécondité. C'est, en définitive, aux progrès de l'intérêt, de l'égoïsme, qu'on peut faire remonter en grande partie l'affaiblissement de la natalité française. Ces progrès, à leur tour, semblent une conséquence imprévue du goût séculaire des Français pour l'économie. Cette vertu de race, qui a donné de si merveilleux fruits dans l'ordre économique, a été moins féconde dans l'ordre social; elle a détourné l'esprit national des grandes entreprises et des œuvres de longue haleine; elle a dégénéré en parcimonie, en avarice quelquefois, dans la population agricole et la petite bourgeoisie, et provoque tout naturellement une réduction de natalité.

Ce n'est là qu'un des aspects de la question si complexe de la fécondité; on pourrait encore rapprocher la naissance et les progrès de l'oliganthropie, de l'origine et de la diffusion des idées démocratiques. On remarquerait alors, que la natalité a commencé à fléchir vers le milieu du dix-huitième siècle, au moment où les théories de Rousseau et de Montesquieu s'infiltraient dans tous les esprits, et préparaient peu à peu la Révolution. La baisse de la natalité serait ainsi intimement liée à l'existence de l'individualisme.

En résumé, le malthusianisme français dérive d'une foule de causes qu'on ne peut encore classer par ordre d'importance, et qu'une étude générale doit se contenter d'énumérer. Quelques monographies intelligentes et étendues seraient précieuses pour saisir sur le vif les mobiles de l'oliganthropie, et révéler, peut-être, avec des faits nouveaux, des causes nouvelles.

Toutes les conséquences de l'affaiblissement de la natalité résultent de ce fait que, le nombre des enfants diminuant, le nombre des adultes cesse bientôt d'augmenter. La source de l'énergie nationale s'appauvrit, et l'activité agricole, commerciale, industrielle, se ralentit.

La France n'en est pas encore arrivée là; elle contient même actuellement un peu plus d'hommes jeunes qu'en 1886, mais son infériorité est manifeste, si on compare son taux d'accroissement à celui des grandes puissances européennes (2).

(1) D'après une enquête personnelle faite sur 128 familles pauvres de Paris, de la Somme, de l'Aisne et de l'Oise, comptant plus de 20 ans de mariage et ayant au moins 1 enfant, la fécondité accompagne presque toujours la pauvreté; ainsi, sur ces 128 ménages, 42 ont de 4 à 6 enfants et 17 de 7 à 13; la moyenne est de près de 5 enfants par famille. Les ménages ne comptant que de 1 à 2 enfants sont ceux où les époux sont cultivateurs à leur compte, employés, retraités, concierges, demi-bourgeois.

(2) Les chiffres relatifs à la période 1880-1886 sont donnés par LEVASSEUR, *La population française*,

Nombre d'adultes en 1880 et 1900 en Europe

États	Nombre d'hommes de 15 à 60 ans	
	vers 1880-1886	vers 1900-1901
Allemagne.	12.884.136	15.924.219
Autriche-Hongrie.	10.744.660	12.674.512
France.	11.514.048	11.639.291
Royaume-Uni.	9.366.256	11.938.235
Italie.	8.311.667	8.945.043

L'extrême lenteur de l'augmentation en France éveille la pensée d'un danger national qui peut être l'invasion ou l'immigration.

L'immigration ne semble pas créer un péril menaçant. Si la France contient beaucoup plus d'étrangers que les autres États d'Europe (1), le nombre des immigrants n'a pas augmenté depuis 1886 (2) ; leurs zones d'occupation ne se sont pas élargies ; ce sont toujours les grandes villes et ceux des départements frontières qui sont riches, ou industriels, qui attirent et retiennent ouvriers et capitalistes étrangers (3). Dans les départements les plus stériles, et les plus constamment stériles, depuis un siècle, on constate au contraire fort peu d'étrangers, et même fort peu d'immigrants des autres départements (4). Ces régions, presque toutes agricoles (5), ne voient pas fléchir le chiffre de leur production, malgré la réduction progressive de leur population, et la terre y est mieux cultivée qu'autrefois par un nombre moindre de travailleurs. On observe même un courant d'émigration assez intense des départements ruraux vers les départements industriels (6),

Paris, 1889, t. II, p. 282. Les chiffres de 1900-1901 sont relevés sur le *Recensement de 1901*, t. IV, p. 973-985. Les dates de recensement sont, pour l'Allemagne, 1885 et 1900 ; pour l'Autriche-Hongrie, 1880 et 1900 ; pour la France, 1886 et 1901 ; pour le Royaume-Uni, 1881 et 1901 ; pour l'Italie, 1880 et 1901.

(1) Sur 1.000 individus recensés dans chaque pays entre 1875 et 1881, on compte : 9 individus de natalité étrangère en Allemagne ; 7,5 en Autriche ; 2,1 en Italie... etc. ; 29,4 en France (LEVASSEUR, *op. cit.*, t. III, p. 328).

(2) *Album de statistique graphique du recensement de 1901*, Nancy, 1907, p. 43 et *Recensement de 1901*, t. IV, p. IX à XIII. Il faut remarquer qu'il y a en France plus d'étrangers que ne l'indiquent les recensements, les fils d'étrangers étant francisés automatiquement, d'après la loi de 1889. En tout cas le nombre d'étrangers n'a pas augmenté.

(3) Pour la Belgique, ce sont les départements du Nord ; pour l'Allemagne, la région de l'Est... etc. Pour la comparaison des zones d'immigration en 1886 et 1901, voir l'*Album de statistique graphique du recensement de 1886*, Nancy, 1889, planche x, carte 14 et l'*Album de statistique graphique de 1901*, Nancy, 1907, p. 47-50.

(4) En 1866, il y avait dans chaque département, en moyenne, 50.000 immigrants d'autres départements et 7.304 étrangers ; dans les neuf départements les plus stériles (Gironde non comprise, à cause de la présence de Bordeaux) on trouvait 29.000 immigrants français et 1.300 étrangers. En France, en 1886, on relève 68.000 immigrants français et 12.950 étrangers et dans les départements inféconds ces chiffres sont 45.000 et 3.200 (LEVASSEUR, *op. cit.*, t. III, p. 307-308). En 1901, on trouve 2,69 étrangers pour 100 habitants et 19,6 immigrants français pour 100 Français ; dans les départements inféconds, 0,85 étrangers, et 17,8 immigrants français (*Recensement de 1901*, t. IV, p. 86 et 108).

(5) Sauf dans l'Indre-et Loire, le nombre d'hectares cultivés en céréales par habitant était de beaucoup supérieur à la moyenne de la France, en 1882 (*Album de statistique agricole*, enquête décennale de 1882, carte III).

(6) Cette émigration se ralentit ou s'accélère suivant l'état de prospérité de l'industrie. Ce phénomène

ainsi, l'agriculture ne paraît pas avoir souffert de son oliganthropie prolongée (1).

L'industrie, au contraire, ne semble pouvoir se passer des étrangers, en dépit de sa natalité élevée, en dépit de l'afflux incessant des populations rurales. Sur 10.000 personnes actives, on compte actuellement 498 immigrants, dans l'industrie, et 475 dans les transports (2); et la proportion atteint ou dépasse un quart dans le Nord et le territoire de Belfort. Là encore il ne s'agit que des départements frontières; les régions les plus industrielles de l'intérieur restent en dehors de ce mouvement d'immigration (3). L'intensité de l'infiltration dans le Nord (4) et l'Est, bien qu'elle reste stationnaire, ne laisse pas d'être inquiétante, mais elle résulte beaucoup moins de l'affaiblissement de la natalité que de la concentration aux frontières de l'industrie française. Si les Allemands, les Belges et les Italiens affluent en si grand nombre dans notre pays, c'est qu'ils y trouvent, à proximité de leur patrie, de grandes villes ou de grandes exploitations dont les salaires élevés les séduisent.

Il est donc injuste de parler actuellement d'envahissement systématique et silencieux, provoqué par l'oliganthropie. De même le ralentissement des échanges internationaux, très sensibles dans ces dernières années (5), n'est pas imputable à la faiblesse de la fécondité, puisque la France est le pays d'Europe qui compte le plus grand nombre de commerçants, et que les transports y occupent plus de bras qu'en Allemagne (6) :

Activité du commerce et des transports en Europe, en 1900

États classés d'après l'effectif du personnel commerçant	Effectif commerçant (deux sexes)	États classés d'après l'effectif du personnel des transports	Personnel occupé par les transports
France	1.881.462	Royaume-Uni	1.497.629
Empire allemand	1.788.746	Russie d'Europe	1.230.426
Royaume-Uni.	1.307.444	Autriche-Hongrie	951.145
Russie d'Europe	1.203.248	France	830.648
Autriche-Hongrie	1.086.304	Empire allemand	687.322
Italie.	722.953	Italie.	391.294

a été démontré pour le département du Nord, par BLANCHARD, *La densité de population dans le Nord*, Lille, 1906, p. 16 et suivantes. Autour de Besançon, les populations rurales de Baume-les-Dames, Montbéliard, Pontarlier augmentent ou diminuent, suivant que l'industrie horlogère est florissante ou périlleuse (BAUDIN, *La part de Besançon dans le mouvement de la dépopulation française*, Besançon, 1901, p. 10 et suivantes).

(1) Dans les départements inféconds, la population du département suffit presque seule à l'agriculture : sur 100 Français exerçant une profession on y trouve moins d'immigrants des autres départements que dans le reste de la France (sauf dans la Gironde et l'Indre-et-Loire) (*Album de statistique graphique de 1901*, p. 58).

(2) *Recensement de 1901*, t. IV, p. 256.

(3) Notamment la Loire et la Seine-Inférieure.

(4) À Tourcoing, BLANCHARD (*op. cit.*, p. 48) compte 15.016 étrangers et 22.939 Français sur lesquels beaucoup de fils d'étrangers; à Roubaix, 20.957 étrangers et 42.237 Français; dans le canton de Maubeuge, 20.000 étrangers pour 44.800 Français.

(5) Les importations générales et spéciales sont stationnaires depuis 1880, les exportations générales et spéciales en hausse légère depuis 1890-1895. Mais la progression du commerce général et spécial (importations et exportations réunies) est presque nulle depuis 1880, en comparaison des autres pays d'Europe. Voir les deux cartes annexées à l'*Aperçu des résultats de la statistique comparée du commerce extérieur*, par LEVASSEUR, Nancy, 1906; et, pour les chiffres du commerce extérieur, même ouvrage, tableau C¹, p. 15-16.

(6) *Recensement de 1901*, t. IV, p. 986-987.

Si le commerce international périclité, ce n'est pas faute de bras, mais faute de débouchés car la concurrence des produits américains et allemands devient de plus en plus âpre, et tend à primer les articles français sur tous les marchés (1).

Le seul véritable danger de l'oliganthropie, c'est de réduire la force défensive du pays, parce qu'en dernière analyse la capacité de résistance d'une nation dépend du nombre d'hommes jeunes et vigoureux qu'elle possède (2). Ce nombre s'affaiblit, quand la natalité décroît. Aussi, malgré des lois militaires de plus en plus rigoureuses, l'effectif de l'armée française ne peut guère augmenter (3) ; il est, dès maintenant, inférieur de 100.000 hommes environ à l'effectif de l'armée allemande (4). Toutefois cet écart ne mesure pas l'inégalité réelle des forces des deux pays, car l'armée active n'est qu'une minorité dans l'effectif mobilisable. Cet effectif mobilisable ne peut être calculé ; il comprend théoriquement tous les hommes de 21 à 45 ans, reconnus aptes au service armé, c'est-à-dire le total de vingt-cinq classes de recrutement, mais on n'a aucune base sûre pour évaluer le nombre d'hommes restants, dans une classe de réservistes, par exemple, libérés depuis quatre ans (5).

Les décès, les cas de réforme annuels (6) sont trop nombreux pour être négligés, et les chiffres n'en sont pas publiés. Enfin il faudrait compter avec les causes d'indisponibilité, éliminer ceux qui n'ont reçu aucune instruction militaire, etc. ; et ces opérations sont impossibles à faire. Mais tout le danger réside, pour la France, dans ce fait que l'Allemagne possède actuellement beaucoup plus qu'elle, d'hommes de 21 à 45 ans ; supériorité incontestable, et qui ne cessera de grandir, au moins jusqu'en 1930, car tous les Français en état de combattre aujourd'hui sont nés entre 1864 et 1888, à une époque où la natalité était relativement satisfaisante, tandis que l'armée de 1930 comprendra la génération de 1885-1909, moins nombreuse que la précédente (7). L'Allemagne, au contraire, a enregistré plus de naissances de 1885 à 1909 que de 1864 à 1888, et, comme les coefficients de mortalité sont à peu près les mêmes dans les deux pays, l'infériorité de la France ne fera que s'aggraver. De là un péril certain, et peut-être imminent.

Il a été aperçu et dénoncé : tout le monde l'admet, mais personne n'y croit : c'est que les conséquences de l'infécondité ne sont pas tangibles ; elles ne frappent pas les yeux, elles ne forcent pas l'attention. Les grandes villes sont de plus en plus

(1) Il faut y ajouter l'influence des lois protectionnistes établies depuis 1880 (LEVASSEUR, *op. cit.*, p. 26-27).

(2) A égalité d'armement, d'instruction et de ressources financières, dans les nations en lutte.

(3) *Annuaire statistique*, 1906, p. 111.

(4) D'après L. KLOTZ, *L'armée française en 1906*. La loi militaire quinquennale allemande doit donner à l'armée active, en 1910, 506.000 soldats, 86.230 sous-officiers, 25.000 officiers.

(5) Avec le jeu des exemptions et de l'affectation aux services auxiliaires, il ne passe guère dans la réserve que 250.000 hommes par an : 266.524 sur 337.109 inscrits rectifiés de la classe 1894 ; 263.092 sur 331.368 hommes de la classe 1895 ; 258.147 sur une classe de 321.343 en 1906 et 259.926 sur 321.929 ; chiffre de la classe 1907. Comptes rendus cités, de 1894 à 1897 et 1904 à 1907. Il est probable que le déchet dans la réserve doit être encore plus considérable.

(6) Parmi les militaires des classes actives, seules, on prononce environ 30.000 réformes par an (temporaires ou définitives) : 32.698 en 1904, 33.384 en 1905, 33.092 en 1906, 27.489 en 1907. *Compte rendu annuel du ministre de la guerre sur le recrutement de l'armée*, années correspondantes.

(7) Cependant, avec le gain réalisé sur la mortalité, l'effectif des classes futures ne diminuera pas ; en supposant que les coefficients de mortalité à chaque âge soient les mêmes jusqu'en 1925, on voit que la classe 1925 (née en 1905) comprendra environ 326.000 hommes, contre 321.929 en 1904. Mais la classe allemande de 1925 sera infiniment plus nombreuse que la classe de 1905 : de là le danger.

peuplées, les carrières sont tout aussi encombrées qu'autrefois et la concurrence commerciale et industrielle ne désarme pas. Le spectacle de la vie urbaine et industrielle laisse une impression de fièvre et de surpeuplement qui écarte tout risque de dépopulation, et l'on oublie souvent que les campagnes se vident peu à peu, que les enfants se font de plus en plus rares, que la génération prochaine sera clairsemée. On s'exclame, on s'émeut en lisant que l'oliganthropie condamne la France à la ruine, mais la presse a tellement habitué le public à de sinistres prédictions, toujours démenties, que sitôt le journal jeté, on oublie l'article et le danger. Dans les conversations, chacun déplore la stérilité de la France, et les plus éloquents sont les moins féconds. On reconnaît que les nombreuses familles sont nécessaires; pourtant, qui songe à en fonder une? : « Pourquoi m'imposer cette charge, se dit-on, puisque mon voisin l'évite... » Ce raisonnement puéril serait criminel si la conviction du danger national était ancrée dans les consciences, mais ce danger paraît lointain et confus, comme le péril jaune dont tout le monde parle, et que personne n'a vu. De là l'insuccès de la propagande généreuse qui a été menée en faveur d'un relèvement de la population : les remèdes officiels inventés pour encourager la fécondité sont, d'autre part, trop insuffisants pour soulager les familles chargées d'enfants, et par suite pour en augmenter le nombre. Ainsi tous les palliatifs imaginés semblent inefficaces et illusoire.

III

L'affaiblissement de la natalité française dure depuis plus d'un siècle. On ne peut espérer qu'il cesse subitement; et, bien loin de s'atténuer, il semble sur le point de s'accroître encore. Une propagande assez active se propose en effet de mettre à la portée de toutes les femmes les moyens d'éviter une fécondité importune (1). Ne seront mères que celles qui le voudront bien, et nulle ne proliférera que dans la mesure de ses ressources. Cette « libération de la maternité » conduit fatalement à la libération du mariage, sans laquelle l'exercice de ce droit nouveau serait impossible. Inversement, la théorie de l'union libre, soutenue par le socialisme au nom de l'individualisme (2), par la littérature au nom de l'amour (3), entraîne dans ses conséquences la fécondité libre. De là un double péril pour le taux de la natalité; péril moins grand dans les classes aisées que dans les classes pauvres. Dans les premières, le nombre des enfants se limite déjà aux ressources ou au désir des parents; chez les pauvres, au contraire, prolifiques par tradition et par imprévoyance, la natalité n'est pas encore consciente, et, du jour où les malheureux auront tous compris que

(1) Elle est menée par M. G. ROBIN, ancien instituteur. Cf. P. ROBIN, *La dégénérescence de l'espèce humaine, causes et remèdes. Communication à la Société d'anthropologie de Paris*, Paris, 1896. P. ROBIN, *Libre amour, libre maternité*, Paris, 1897.

M. Robin a fondé la Ligue pour la régénération de l'humanité qui est actuellement sans domicile connu. L'organe du parti est le journal *Le Malthusien*, 51, rue Ramus. Chaque année une conférence sur la régénération de l'humanité est faite à l'Hôtel des Sociétés savantes, rue Serpente. La propagande est menée surtout dans les ateliers, par des distributions de brochures gratuites et des théories pratiques faites par des matrones.

(2) FOURNIÈRE, *Essai sur l'individualisme*, Paris, 1901, p. 142.

(3) Cf. les ouvrages de P. V. MARGUERITE et différentes pièces de théâtre : *Le Cœur et la lot*, de P. MARGUERITE; *Le Lys*, de G. LEROUX, etc.

Fécondité probable de quelques jeunes gens de la classe ouvrière ou agricole (1)

NOM	DOMICILE	PROFESSION	SALAIRE	PROFESSION DU PÈRE	SALAIRE du PÈRE	PROFESSION de LA MÈRE	RÉPONSE A LA QUESTION : « Combien aurez-vous d'enfants ? »
T	Paris.	Cocher livreur.	francs 6	Contremaître.	francs 5	Décédée.	Trois.
M	Paris.	Employé de bureau.	120 par mois	Bottelier.	5 à 7	Décédée.	2 ou 3 ; beaucoup si je deviens riche.
B	Bobain (Aisne).	Brodeur.	5	Brodeur.		Fait le ménage.	2 ou 3 même si ma position s'améliore.
C	Belleville.	Bijoutier.	8 à 9	Décédé.		Blanchisseuse.	Peu ; beaucoup si je deviens riche.
P	Crépy (Oise).	Maçon.	3	Maçon.	3	Blanchisseuse.	2 ou 3 ; beaucoup si je deviens riche.
P	Paris.	Employé de travaux publics.	165 par mois	Agent voyer en retraite.		Fait le ménage.	Beaucoup, si je puis les nourrir.
L	Jussy (Aisne).	Chauffeur de machines agric.		Manouvrier.	3,50	Manouvrière.	3 à 4 fils qui travailleront à 15 ans ; pas de filles.
D	Ménilmontant.	Forgeron.	7	Allumeur de gaz.	5,50	Fleuriste.	2 ; 3 ou 4 si je deviens riche.
T	Péronne (Somme).	Mineur.	6,50	Décédé.		Manouvrière	3 ; « plus, c'est trop de monde ».
C	La Villette.	Homme de peine.	5	Décédé.		Employée d'usine.	Tant qu'il en viendra.
A	Engliten.	Employé de commerce.	130 par mois	Fabricant de tissus.		Fait le ménage.	Tant que je pourrais en nourrir.
S	Saint-Quentin (Aisne).	Tisseur.	3	Décédé.		Décédée.	2 ; beaucoup si je deviens riche.
A	Le Havre (Seine-Infé).	Ajusteur.	6	Contremaître.	250 par mois	Fait le ménage.	Peu ; même si je deviens riche.
R	Montdidier (Somme)	Cultivateur.		Cultivateur aisé.		Fait le ménage.	Le moins possible.
T	Le Catelet (Nord).	Domestique de ferme.	3,75	Décédé.		Fait le ménage.	1 ou 2 ; c'est « dur à nourrir ».
V (2)	Vaugrard.	Fumiste.					Je n'en veux plus, c'est trop de traces
P (3)	Montparnasse.	Métreur.	150 par mois				Peut-être un.
D	Le Havre.	Garçon de café.	4	Chef d'équipe.		Fait le ménage.	« Le couple vaut mieux que la douzaine. »

(1) Renseignements personnels obtenus de chacun de ces jeunes gens, âgés de 21 à 23 ans.

(2) Marié, a eu deux enfants qui sont morts.

(3) Marié depuis trois ans, n'a pas d'enfants.

leur misère tient au nombre de leurs enfants, et qu'il dépend d'eux de la diminuer, en suivant l'exemple des riches ; quand ils connaîtront enfin le moyen pratique d'être inféconds, nul doute que leur natalité s'affaiblisse, et que chaque progrès de cette idée se mesure par une baisse correspondante du chiffre des naissances. Déjà la natalité fléchit dans les départements industriels, et dans les quartiers pauvres de Paris (1) où bien des jeunes gens ne veulent avoir que peu d'enfants, ainsi que le montre le tableau ci-contre (p. 485).

Presque tous ces jeunes gens se fixent, dès l'âge de vingt ans, un maximum de trois enfants, qu'ils dépasseraient seulement dans le cas improbable où ils deviendraient riches. Sans vouloir généraliser ce résultat, on peut y voir l'indice d'une réduction nouvelle de la natalité.

Et, comme l'excédent des naissances sur les décès ne cesse de croître en Europe, l'infériorité relative des effectifs français s'accroîtra de plus en plus.

Ch. BOURNISIEN.
